

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur l'histoire des organisations de logements sociaux et sur la priorité donnée au problème du logement dans l'action gouvernementale, Paris le 3 juin 1989.

Monsieur le Président, cher Roger Quilliot,

- Je suis heureux de vous retrouver dans ces circonstances, de même que j'ai été sensible à vos paroles d'accueil. Vous poursuivez avec obstination et dévouement une grande tâche à la suite d'Albert Denvers, que vous avez eu raison d'évoquer puisqu'il a pu continuer si longtemps son oeuvre, puisqu'il continue d'être au service de la nation.

- Pourquoi ai-je éprouvé un plaisir particulier à accepter votre invitation ? Mesdames et messieurs, c'est parce qu'à mes yeux vous êtes les meilleurs témoins et les meilleurs acteurs de l'évolution de notre société depuis le début de l'ère industrielle. Toute l'histoire de cette société, et particulièrement de la société française depuis le début du 19^{ème} siècle et les grandes concentrations ouvrières, l'avènement de la ville, tout cela a été constamment accompagné par votre action. J'extrapole votre action, c'est celle aussi de ceux qui vous ont précédés d'une façon différente sans doute à mesure précisément que la société changeait de visage.

- Vous avez, cher Roger Quilliot rappelé quelques-uns des éléments historiques qui nous ont conduits jusqu'à ce jour. Et c'est vrai que, lorsque l'on a une idée juste de ce qu'était la condition ouvrière, à une époque où le prolétariat était un fait nouveau et qu'il représentait par millions des femmes, des enfants, des hommes rassemblés sur le carreau des mines, devant les grands espaces des usines métallurgiques, devant les métiers à tisser, combien d'autres encore, qui aurait pu prévoir que ce rassemblement autour des nouvelles formes technologiques aurait conduit à bouleverser à ce point les structures d'une nation traditionnelle ? Mais tous les besoins qui sont nés de cette situation, se sont aussitôt révélés comme écrasants pour la société du moment, et cruellement en même temps ressentis par celles et ceux qui souffraient d'une impréparation quasiment absolue. Il leur a fallu conquérir durement, souvent à la force du poignet, à force de revendications, les droits nécessaires qui devaient éclairer et donner une réalité aux grands principes énoncés il y a deux cents ans, le 26 août 1789, qui devaient marquer en vérité que nous avons besoin de traduire dans les faits ce qui avait habité l'esprit des hommes, les précurseurs, qui avaient conçu la transformation du monde moderne.

- Alors tout cela s'est produit un peu au jour le jour, jusqu'au moment où ont surgi quelques hommes d'envergure, de grande qualité de coeur et d'esprit, qui ont décidé de s'y mettre. Et puisque l'organisation de l'Etat ne prévoyait guère ce qu'il convenait de faire, alors ils l'ont fait à leur mesure, avec leurs moyens, au début petitement, en s'associant dans la naissance des premières coopératives, ou bien par des initiatives patronales, professionnelles de toutes sortes qui bien entendu, au point de départ, relevaient d'un choix d'élite, l'élite dont j'ai bien précisé qu'elle était celle du coeur et de l'esprit.

- Je suis heureux d'être parmi vous parce que vous êtes les témoins et les acteurs de cette transformation au travers du logement, du logement social. Témoins, puisque vous-mêmes, ou par les vôtres, ou par vos parents, vous avez vécu cette évolution. Vous en avez parfois vous-mêmes souffert. Vous n'avez pas accepté que la société allât à vau l'eau, au hasard des rapports

de force. Vous avez donc agi et vous êtes devenus ces acteurs dont je parle, c'est-à-dire que vous avez pris en mains une part du destin de la France, et une part essentielle. C'est à travers vos travaux que les historiens futurs pourront retrouver les linéaments et les structures de ce qu'a été, de ce qu'est devenue, de ce que deviendra notre société en perpétuelle évolution.\

On ne peut donc ignorer l'importance de votre rôle et on doit la magnifier comme cela, une fois de temps à autre. Après tout un centenaire, un cinquantième congrès, ce n'est pas tous les quatre matins, et l'on a bien le droit de se dire cela. En tout cas, le Chef de l'Etat a pour devoir d'honorer celles et ceux qui consacrent une part de leur vie à cette transformation, en espérant et en voulant, avec un objectif, un idéal, développer le logement social sous toutes ses formes pour répondre à cette nécessité de faire de nos concitoyens des êtres libres, égaux et fraternels. A quoi servirait-il d'écrire ces mots, liberté, égalité, fraternité sur nos frontons publics, si dans la vie de chaque jour des millions des nôtres n'en comprenaient pas le sens, parce qu'ils ne le vivraient pas.

- J'ai rappelé à l'instant ce qu'a pu être le combat et l'engagement de plusieurs générations au cours de deux siècles marqués par le début des organisations qui se sont essentiellement renforcées depuis 1889, après que les premières organisations philanthropiques, les premiers industriels humanistes se furent engagés dans cette action. C'est vrai que cela commence à prendre une véritable signification structurelle lorsque Siegfried, Picot, et quelques autres ont l'idée à l'occasion de son premier centenaire, de relier les idéaux de la Révolution française aux objectifs alors naissants de l'habitat social, réunissant un premier congrès européen. Vous avez répété ce geste, c'était fort important et très significatif en 1989, deux cents ans après la date fameuse, cent ans après le début de votre propre action, et trois ans, quatre ans avant que l'Europe ne prenne un nouveau et définitif départ, je veux dire le 31 décembre 1992.\

Il faut bien reconnaître qu'une fois dépassées les initiatives individuelles, c'est bien l'économie mixte qui s'est imposée dans le domaine qui est le vôtre comme dans tant d'autres. En 1889, la plupart - et c'était bien normal - croyaient encore tout résoudre par les lois du marché ou par les dons privés. L'intervention de l'Etat, des collectivités locales s'est généralisée peu à peu, des organismes publics comme la Caisse des dépôts ont pu intervenir depuis déjà longtemps et ils en ont fait une vocation centrale, ce qui a permis d'assurer tant bien que mal les besoins quantitatifs avec - il faut le dire - une qualité le plus souvent insuffisante. On pouvait croire que le progrès économique, l'augmentation du pouvoir d'achat auraient petit à petit fait disparaître ce besoin, mais il n'en a rien été, car, pour diverses causes, exigences de confort, qui se sont accrues, spéculations foncières qui ont renchéri la valeur des terrains, accroissement des inégalités de toutes sortes, tout cela, en bref et selon votre évaluation, a fait que deux Français sur trois ne pourraient se loger par leur seul revenu et doivent bénéficier d'une aide publique sous une forme ou sous une autre.

- Votre mission est plus nécessaire que jamais et je comprends l'utilité, je répète le mot, la nécessité de vos travaux, tels que ceux de ces derniers jours pour essayer de voir plus loin. Je comprends votre perplexité devant l'imbricatio des mécanismes financiers de l'intervention publique, vos interrogations sur l'ouverture européenne par rapport aux ressources privilégiées, si l'on peut dire, du logement social. Je sais que vous en avez débattu, notamment avec les ministres, Michel Delebarre, Louis Besson et je me réjouis de l'accord-cadre que vous avez signé et qui exprime une réelle volonté sur ce que je crois pouvoir appeler nos objectifs communs pour la solidarité, pour la qualité, pour le développement harmonieux de la ville.\

Et je veux vous dire ici ma conviction que l'absolue priorité désormais de vos travaux, de nos travaux, de ceux du gouvernement, doit tendre à l'accès des plus défavorisés à un logement, un vrai logement, de taille et de qualité suffisante, car là réside l'une des plus réelles inégalités qui encore à ce jour séparent les Français.

- Il y a dans notre pays beaucoup d'exclus du logement ou d'exclus par le logement. J'entends, cela m'arrive de temps à autre, des hommes et des femmes totalement dévoués à cette tâche et qui y sacrifient une large part de leur vie. Je pense par exemple à une récente conversation avec l'Abbé Pierre lorsqu'il constate les difficultés, trente-cinq ans après son premier appel dramatique

lors d'un hiver qui avait tué des sans logis, lorsqu'il doit en appeler encore à notre conscience, en appeler aux responsabilités de l'Etat et des collectivités pour tous ceux qui en dépit du temps passé et des appels à la conscience publique, sont encore mal logés, ou mal ou pas du tout logés, près de deux millions de personnes !

- Il faut tout faire - et je suis là pour vous le dire - et aussi vite que possible, pour élaborer les solutions auxquelles vous contribuez éminemment. La substance même, la richesse de la réflexion, vient de vos rangs et vous avez très aisément découvert qu'il ne suffisait pas d'un toit et qu'il convenait de détenir un minimum de place pour que les familles ne soient pas entassées comme c'est encore le cas dans une seule pièce. Il est insupportable que ces femmes et ces hommes vivent dans l'humilité, quand ce n'est pas dans la honte de l'espace qu'ils occupent.

- C'est vrai, le logement décent est à la base de la dignité de l'homme, de l'égalité des chances. Je le dis en songeant aux enfants qui apprennent à vivre là et à situer chacun, à connaître les hiérarchies qui se sont peu à peu imposées à notre société et en constatant le sort de telle personne âgée, de tel handicapé, en voyant aussi des travailleurs dans la plénitude de leur action souffrir encore de ne pas disposer des moyens qu'ils méritent. Alors comment y parviendrons-nous ? Pour une large mesure, c'est vous qui nous le dites. Nous ne sommes privés non plus du moyen de réfléchir et c'est le rôle du gouvernement. Je connais vos ministres, ils s'y appliquent avec un dévouement extrême. Mais enfin, on rappellera les trois conditions qui paraissent nécessaires : un parc suffisant de logements de bonne qualité, des mécanismes financiers pour en permettre l'accès aux plus défavorisés et puis en fin de compte, une réelle volonté politique à tous les niveaux entre nous tous afin de réussir dans cette action.\

Alors quel est le chemin à suivre pour le parc de logements ? Vous le faites, vous poursuivez la construction neuve face à cette réalité d'une natalité moins médiocre - je ne peux pas employer d'autres termes - que dans les autres pays de l'Europe mais enfin une natalité qui continue, heureusement de s'accroître, chance pour nous, faible chance qu'il faudra relever, mais qui crée des besoins. La destruction des logements irrécupérables accroît ce besoin. Construire des logements neufs !

- Accélérer la réhabilitation de logements plus anciens surtout dans ces grands ensembles construits trop vite dans les années 1950 et 1960. C'était l'urgence, la pénurie, mais enfin quand je constate qu'il reste, on me dit un million de logements qui appellent une rénovation en profondeur, j'écoute avec le plus grand intérêt les propositions du responsable, je veux dire du responsable ministériel. J'en parlais récemment avec M. Delebarre, qui a pris vous l'avez entendu des engagements à votre égard et ces engagements, il les tient. Le gouvernement tout entier les tiendra. Cela aussi est une nécessité prioritaire.

- J'ai voulu dès le mois de juin dernier que soient engagés plus de moyens. Cela a été fait. J'ai souhaité au début de cette année que l'on se fixe un délai. Vous en avez discuté avec le gouvernement et vous avez choisi la date de 1995 pour achever la remise à niveau, même si l'on n'a jamais fini dans ce domaine, et en 1995, vous vous poserez encore bien des questions parce que du temps aura passé, d'autres besoins se seront fait sentir mais nous aurons au moins tenu notre contrat et achevé cette étape de notre action, qui sera en même temps ma propre étape pour faire vis-à-vis de moi-même le bilan du mandat que j'exerce en votre nom. Est-ce que 1995, c'est trop tard ? Ce qui est vrai c'est que l'objectif étant fixé, il convient de s'y tenir.

- Enfin, troisième forme d'action, compléter le parc social et à cet égard j'ai bien noté que vous envisagiez de racheter des immeubles privés anciens dans les centres villes. Je pense que vous avez raison car cela - je reste sur mon sujet - peut permettre aux moins favorisés de ne pas être chassés des centres villes. Toute forme de ségrégation ou de ghetto, nous devons nous l'interdire à nous-mêmes.\

J'ai parlé de mécanismes financiers, aussi, pour que chacun puisse accéder à un logement grâce à l'effort de l'Etat et des caisses d'allocations familiales, ai-je dit à quel point cette aide était considérable ! Le problème réel est en même temps celui de la redistribution. Toujours les plus démunis pour qu'ils s'en sortent, pour que les aides qu'ils reçoivent ne s'érodent pas. Je pense en particulier aux titulaires du revenu minimum d'insertion pour qui ce dispositif associé aux aides personnalisées au logement - dont ils bénéficieraient systématiquement - permettra de grands

aides personnalisées au logement, dont ils bénéficieraient systématiquement permettra de grands progrès. Comment y aurait-il - je vous pose la question - insertion sans logement décent ?

- J'imagine très bien le type de questions que vous vous posez lorsque vous écoutez ces propos. Vous avez déjà rencontré tant de difficultés pour gérer et administrer ces logements que vous avez souvent besoin d'avoir le plus d'assurance possible quant à la rentabilité minimale, qui vous permet de joindre les deux bouts. Et une certaine inquiétude lorsque vous voyez l'afflux de personnes dont vous n'êtes pas assurés qu'ils pourront remplir leurs obligations. Cependant dans une juste mesure de ce qui convient d'être fait, n'oublions jamais que nous avons fixé, que vous devez fixer avec nous, cet objectif essentiel qu'il ne doit plus y avoir d'exclus dans la société française.

J'ai évoqué une volonté politique commune. Vous, organismes d'HLM, collectivités locales, l'Etat, les organismes financiers spécialisés doivent se mettre d'accord sur une action concertée sur le plan que je viens d'évoquer - celui des très mal logés - et surtout de leur conception générale de l'organisation de la ville. Que de fois l'ai-je répété - peut-être n'ai-je pas toujours été suffisamment entendu - pour moi la civilisation moderne, c'est celle de la ville.

- Nous avons vécu depuis l'origine dans une société rurale qui avait ses talents, qui a eu ses réussites, son harmonie, puis aussi ses tares, mais qui a formé nos mentalités. On compte aujourd'hui beaucoup moins en pourcentage d'agriculteurs, de représentants du monde rural, notion plus vaste, mais en réalité nous continuons dans nos sociétés - et pourquoi pas, ce n'est pas plus mal - d'être formés aux valeurs apprises dans ce type de société-là. Et nous n'avons rien appris de ce qui sera la société future, de ce qui est déjà la société présente, où vivent le plus grand nombre, où vivront 80 % des Français, où ils sont obligés de vivre dans les grands ensembles et dans les grandes banlieues, dans les grandes concentrations. Des millions de femmes et d'hommes qui apprennent à désespérer de notre société parce qu'ils ne disposent ni du logement, ni de l'urbanisme qui convient à leur dignité.

- Eh bien l'effort de l'Etat tiendra compte de l'ensemble des volontés, de l'ensemble des réalités locales. J'ajouterai à cet égard que notre effort commun serait inutile si les procédures d'attribution des logements sociaux n'avaient pas la rigueur et la transparence indispensables. A quoi servirait-il d'embellir, de construire un parc de logements si au dernier moment les plus faibles en étaient écartés ? Cet effort que je sollicite, à quoi je vous sais disposés, qu'il convient de mener avec sagesse et détermination, est accompagné d'un certain nombre de procédures particulières qui ont été engagées par les différents ministres responsables. Vous savez que le ministre chargé du logement a confié notamment une mission à François Geindre afin d'y voir plus clair sur les modes d'attribution et le respect des priorités sociales, c'est un type d'initiative que je voudrais voir se multiplier. Afin d'obtenir quoi ? La réduction des inégalités dans le logement, c'est le progrès de la fraternité dans la ville et par la ville. On a souvent employé l'expression "civiliser la ville". Eh bien, il faut inventer les moyens de faire vivre une vraie communauté humaine dans le cadre de ces villes. Cesser d'entasser uniquement les logements de juxtaposer les quartiers. Vivre ensemble, mais pas en tas. Tenir compte des individus ou des groupes sociaux, des cellules familiales, en particulier de la vie des quartiers, car cela produit tout autant des phénomènes de ségrégation, où l'on voit repousser les mêmes populations dans les mêmes banlieues, dans les quartiers dortoirs, mal desservis, où personne ne connaît personne. On a lancé des actions d'urgences et on a bien fait dès 1981, pour les quartiers les plus touchés. La procédure de développement social des quartiers a connu un réel effort. Cela se poursuit avec les nouveaux contrats, état-régions, comme je pense aussi aux efforts de "Banlieues 89", qui veut et qui tente de recréer partout une identité à ces quartiers afin de les embellir, de les rendre, au vrai sens du terme, habitables.

- Et puis, nous avons voulu passer à la vitesse supérieure, en coordonnant les moyens de l'Etat au sein d'une délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain, en même temps que nous développons les contrats de ville. J'en ai parlé souvent, je ne voudrais pas trop me répéter, au risque de vous lasser, mais c'est un des grands enjeux de notre fin de siècle. Il faut donc des moyens supplémentaires. Vous en attendez des résultats concrets, vous avez bien raison. C'est de votre imagination, de votre travail, de votre disponibilité que naîtront les

réponses. Elles s'inscrivent dans le cours même de notre histoire.

- Je ne veux pas ressasser l'éternelle trilogie, mais enfin la liberté, croyez-vous que vous n'y prenez pas une large part, vous ? Mesdames et messieurs, la liberté vous en êtes les bâtisseurs, car la liberté c'est également dans un sens réel, dans un sens vécu, même s'il paraît dans un certain sens étroit, la possibilité de choisir son logement. C'est la possibilité de changer de résidence, dans notre monde où précisément l'évolution économique, la rencontre des cultures que propose l'Europe de demain vont faciliter, parfois même imposer, une mobilité accrue. Voyez pourtant les évolutions qui vont en sens inverse, le mouvement de folie des loyers libres dans certaines zones, les frais engagés à chaque déménagement, l'accession sociale à la propriété devenue plus difficile, oui, tout cela pousse les Français à tout faire pour conserver leur logement actuel. Eh bien, il faut prendre en compte ce besoin de mobilité, les besoins liés au changement de situation de famille. Laissez autant qu'il est possible le choix à chacun entre le collectif et l'individuel, entre la location et l'accession à la propriété. Personne ne peut être prisonnier de son logement, mais c'est un raisonnement qui vient au second rang, parce qu'il s'agirait de savoir d'abord si chacun a bien un logement. Voilà, j'ai tenu à vous le dire. Je pense que vous êtes prêts à l'entendre, puisque c'est vous qui nous avez véritablement montré le chemin et qui, vous l'avez démontré par la peine prise, par l'effort accompli, par le dévouement accepté.\

J'en ai pratiquement terminé. Si j'ai tenu à vous dire tout cela, c'est parce que, après avoir longuement réfléchi, après avoir déterminé alors que je me trouvais dans la situation d'avoir à exposer aux Français les objectifs que je leur proposais il y a un peu plus d'un an, j'avais pensé et je continue de penser que l'effort premier devait être accompli dans le domaine de l'éducation, de l'instruction, de la formation. C'est cela dont nous souffrons le plus si nous voulons rattraper certains retards, et si nous voulons rester dans le peloton de tête, cela n'est possible que si hommes et femmes sont formés aux techniques qu'ils serviront, à celles de leur futur emploi, de leur future mobilité. Il faut à la fois une instruction générale et une instruction spécialisée dont chacun des Français a désormais besoin. En même temps, j'ai cherché à procurer une matière vivante à cette formation et à cette instruction, par une priorité en France autour d'un élargissement des notions de la culture d'une part et d'autre part par l'accélération et l'élargissement de la recherche, de la recherche scientifique, théorique ou appliquée, seule en mesure de nous fournir l'instrument à partir duquel notre société industrielle se développera.

- Je pense, après expérience et réflexion, que, les choix ayant été faits et ils le sont, les crédits ayant été adoptés pour l'éducation nationale notamment et pour la formation professionnelle, pour la culture et pour la recherche, nous pouvons commencer de dessiner une autre perspective sur plusieurs années, sur une dizaine d'années à la condition bien entendu de maintenir un effort conséquent.\

Et s'impose de plus en plus à mon esprit la certitude que s'il est une autre priorité qu'il faut commencer de dessiner vraiment, c'est celle qui permet de s'attaquer directement aux inégalités profondes qui marquent notre société, c'est la priorité à donner à la politique du logement. Au cours des années prochaines je veillerai à ce que les évolutions se fassent dans le cadre du budget de l'Etat et dans l'incitation aux collectivités locales comme à vous-mêmes, afin que nous justifions par l'effort entrepris pour lequel vous avez déjà fixé les premières étapes, que nous fixions d'un commun accord une volonté politique traduite dans les faits à l'endroit où se trouve le besoin, le malheur mais aussi où se trouve l'espérance. Vous comprenez ainsi à quel point je suis sensible au fait d'avoir pu passer quelques quarts d'heure avec vous, m'adressant à vous dans un monologue, j'aurais préféré le dialogue, mais comment faire ? C'est une certaine façon de dialoguer que d'avoir entendu Roger Quilliot s'exprimer en votre nom, c'est une certaine façon de dialoguer même dans cette salle, à cette tribune où je suis installé tandis que devant moi c'est une sorte d'horizon noir en raison de la force des lumières qui viennent dans mon regard et qui m'empêchent, qui m'interdisent de distinguer vos visages. Mais peut-être aussi est-ce pour moi l'occasion de vous parler plus directement, comme cela, je ne sais exactement à qui je m'adresse et je sais cependant que collectivement vous êtes les témoins et vous êtes les acteurs de l'évolution sociale au moment où je vous parle comme vos prédécesseurs l'étaient au siècle

dernier et comme le seront vos successeurs dans les années du prochain siècle.

- Alors j'ai confiance en vous. Je connais certains de vos représentants au niveau national, ce sont parmi les meilleurs. J'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs de ceux qui animent des sociétés privées et diverses, qui sont les héritiers des anciennes coopératives, de ceux qui continuent de considérer que l'effort de chacun est nécessaire à la réussite de tous. J'ai été heureux de pouvoir les rencontrer et les connaître au-delà de tous les clivages, de toutes les séparations dont la France souffre trop souvent.

- J'ai le sentiment qu'ici dans un congrès de cette sorte, naît et se développe une conscience collective, la notion d'un devoir, d'un devoir à accomplir au regard du pays et des générations qui se suivent. J'ai le sentiment que l'on vit là mieux qu'ailleurs et plus profondément ce que signifient des mots aussi simples et parfois brocardés : liberté, oui, vous en êtes les artisans & égalité, nous y travaillons et vous y travaillez & fraternité, elle sera impossible sans que nous ayons ensemble réussi une politique du logement et particulièrement du logement social. Merci à vous de vous y être consacrés. Merci à vous de vous être rassemblés. Je resterai, croyez-le, à l'écoute de vos souhaits, de vos études et de vos travaux, c'est comme cela que nous ferons marcher un peu mieux que cela ne fut le cas dans le passé, la société française.\